

Repenser la relation au pouvoir autoritaire. Expressions et revendications politiques depuis les marges en Jordanie

Responsables

Simon Mangon

(Mesopolhis / IFPO)

Camille Abescat

(CERI / IFPO)

Jeudi 13 juillet 2023

11h30-13h

Salle Athéna 047

Intervenants

Camille Abescat

(CERI / IFPO)

Taher Labadi

(IFPO)

Simon Mangon

(Mesopolhis / IFPO)

Livia Perosino

(LAM / IFPO)

Résumé de l'atelier

Les situations autoritaires se caractérisent par l'exclusion politique et par une forte concentration du pouvoir aux mains d'un groupe restreint d'acteurs. En Jordanie, comme dans d'autres contextes de la région, une telle définition a souvent conduit les chercheurs et les chercheuses à s'intéresser exclusivement au pouvoir central, incarné ici par le monarque et la cour royale, et à faire l'impasse sur la diversité des acteurs et des pratiques du jeu politique. Cette table-ronde vise au contraire à mettre en lumière les multiples formes d'expressions et de revendications politiques négociées dans un contexte pourtant contraint.

Il s'agira donc de s'intéresser à des acteurs situés aux marges (au sens politique, géographique, social ou économique) du pouvoir central pour observer leurs interactions avec celui-ci. Une telle approche permet d'interroger la complexité de la fabrique quotidienne du politique et des politiques publiques au sein d'un système politique autoritaire, souvent perçu à tort comme un espace où le pouvoir s'exerce uniquement de façon verticale. Comment les acteurs, en fonction de leurs trajectoires et de leurs propriétés, peuvent-ils négocier (avec) le pouvoir ? À partir de plusieurs études de cas (sur les médias, le secteur agricole, les mobilisations ouvrières, et les pratiques de lobby parlementaire), ce panel aspire à fournir de nouvelles clefs de lecture sur l'État et la production du politique en Jordanie, ainsi que des pistes de recherche applicables aux autres configurations des mondes arabo-musulmans.

Programme

Camille Abescat

Influencer la décision publique en situation autoritaire : regard sur les pratiques de lobbying parlementaire en Jordanie.

Cette communication propose d'interroger les ressorts et les modalités du lobbying parlementaire en Jordanie. Malgré le caractère subordonné de cette institution, la législature est un espace de débats et de négociations, ainsi que de fabrique quotidienne de l'action publique. Les députés, commissions et groupes parlementaires sont donc des interlocuteurs pertinents vers qui les acteurs extérieurs se tournent pour tenter d'influencer la décision publique. Comment s'y prennent-ils pour accéder à l'espace parlementaire ? Quelles formes prennent les négociations ? Je répondrai à ces interrogations en me concentrant sur les cas de la Coalition contre l'accord gazier entre la Jordanie et Israël, et des associations féministes qui ont milité pour l'abrogation de l'article 308 du Code pénal – qui permettait à un violeur d'échapper à toute condamnation en épousant sa victime. Ces deux études de cas permettront d'étudier différentes

stratégies d'action collective mises en place par ces acteurs et les députés afin de convaincre le reste de l'assemblée.

Taher Labadi

Contester au travail, le cas des ouvriers du textile en Jordanie.

Cette communication traite des mobilisations ouvrières dans un contexte fortement contraint qui est celui des usines du textile situées dans les Zones Industrielles Qualifiées en Jordanie. Maillon fragile d'une chaîne de production fortement hiérarchisée et globalisée, ce secteur emploie une grande majorité de travailleurs migrants dans des conditions extrêmement précaires, si ce n'est scandaleuses. Il s'agit alors de prêter attention aux formes et aux motifs de la contestation pratiquée par les travailleurs tant bien migrants que locaux, avant d'engager une réflexion sur la construction qui en résulte d'une figure idéale du travailleur en Jordanie.

Simon Mangon

Gagner son indépendance grâce au diwan ? Le cas d'une école de journalisme en Jordanie.

Cette présentation s'intéresse à deux espaces sociaux fortement dépendants du pouvoir politique en Jordanie, à savoir les médias et l'université. En se penchant sur une école de journalisme, qui a la particularité d'être soutenue par la Cour Royale (*diwan*), je propose d'analyser les modes d'interactions entre des acteurs intermédiaires (les directeurs de l'école) et le pouvoir central autour de l'enjeu de la formation d'une nouvelle génération de journalistes. L'enquête révèle deux dynamiques : d'un côté, la cooptation des directeurs au sein de l'appareil politique par le biais du pouvoir central, et de l'autre, la relative autonomie (financière, stratégique) de l'école à l'égard des autres pouvoirs politiques et économiques jordaniens.

Livia Perosino

Dérégulation du secteur agricole en Jordanie : marginalisation des agriculteurs et dynamiques de dépendance

L'agriculture est de plus en plus marginalisée dans les systèmes économiques, politiques et sociaux contemporains. En Jordanie, cette marginalisation explique en partie une dépendance extrêmement élevée aux importations alimentaires. Des décennies de politiques économiques libérales ont fait chuter la contribution du secteur au PIB, ainsi que sa capacité à employer une partie importante de la population. Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, l'agriculture semble être plus présente dans les préoccupations des décideurs jordaniens, sans pour autant que la compatibilité entre le modèle agricole national et la loi du marché international ne soit remise en discussion. Comment ces politiques ont transformé la capacité des agriculteurs jordaniens à se mobiliser, à être indépendant et à dégager un profit ? Dans cette communication j'analyserai les dynamiques mises en place par les acteurs pour profiter de l'absence de l'État dans le secteur. La dérégulation économique renforce les liens clientélistes et identitaires, en laissant les producteurs les plus démunis à la merci de la loi du plus fort. Les inégalités croissantes et la précarité qui caractérisent la majorité des producteurs les enferment dans des dynamiques de dépendance et d'endettement, qui en limitent les capacités d'action. Cela se traduit aussi par un accès inégalitaire aux ressources essentielles à la production agricole : la terre et l'eau.